

# Arménie et Azerbaïdjan sur le pied de guerre

Georges ESTIEVENART

Chercheur associé à l'Institut prospective et sécurité en Europe (Ipse), Ancien haut fonctionnaire de l'Union européenne. Ces propos n'engagent que l'auteur.

Depuis le 12 juillet 2020, l'Azerbaïdjan est sur le pied de guerre. Ce jour-là, l'Arménie a ouvert le feu sur des positions militaires azerbaïdjanaises dans le district de Tovuz. Ce déclenchement d'hostilités, qui a duré quatre jours, a fait 12 victimes azerbaïdjanaises, dont plusieurs militaires de haut rang, et un civil. La riposte de Bakou a entraîné la mort d'au moins 4 Arméniens.

## Un conflit ancien

Cet incident, jugé très grave à Bakou, est venu en rupture du cessez-le-feu précaire instauré entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan à la suite des derniers affrontements sérieux survenus en avril 2016, pendant la « Guerre des Quatre Jours » (qui avaient fait, quant à eux, plusieurs centaines de victimes). La pomme de discorde entre les deux anciennes Républiques soviétiques est vieille. Elle concerne la région du Haut-Karabagh, territoire de 4 388 km<sup>2</sup> habité par moins de 150 000 habitants, et peuplé d'une majorité d'Arméniens. Le conflit est devenu particulièrement aigu en 1991, au moment de la dissolution de l'Union soviétique et de l'accession des anciennes Républiques à l'indépendance.

L'Arménie a alors décidé d'occuper militairement le territoire et, le 2 septembre 1991, celui-ci a proclamé son indépendance, laquelle n'a été reconnue par aucun État-membre de l'ONU. Les hostilités, en 1991-1993, ont résulté d'une occupation par l'Arménie de la région du Haut-Karabagh et de 7 régions



Carte du Haut-Karabagh et du territoire azéri sous contrôle arménien



adjacentes azerbaïdjanaises, elles ont fait plus de 30 000 morts et plus d'un million de déplacés azerbaïdjanais. Un cessez-le-feu précaire est intervenu en 1994, suivi de plus de trois décennies de *statu quo* et d'immobilisme. Le Conseil de sécurité des Nations unies, qui a adopté quatre résolutions en 1993 demandant le retrait des troupes arméniennes des territoires occupés, et le groupe médiateur de Minsk, au sein de l'OSCE (Russie, États-Unis et France) ne sont pas parvenus à ce jour à faire prévaloir les droits reconnus internationalement de l'Azerbaïdjan sur l'intégralité de son territoire.

Bien au contraire, les incidents d'avril 2016 (dans le Haut-Karabagh) et de juillet 2020 (dans le district de Tovuz), ont fait craindre un dérapage guerrier et un embrasement du Caucase du Sud que les protecteurs traditionnels dans la région, la Russie et la Turquie, souhaitent bien évidemment éviter. Car, si la Russie protège militairement l'Arménie (qui fait partie de l'Organisation du Traité de sécurité collective, OTSC, patronnée par Moscou), elle a des intérêts évidents à défendre en Azerbaïdjan, notamment en matière énergétique (pétrole et gaz). La Turquie, quant à elle, se range inconditionnellement derrière l'Azerbaïdjan, à la fois pour des raisons mémorielles de solidarité turque et pour des raisons économiques.

## Des motifs d'inquiétudes

Dans ce contexte tendu, les escarmouches frontalières du district de Tovuz sont particulièrement préoccupantes. D'abord, contrairement aux événements de 2016, elles ne sont pas intervenues directement sur le territoire du Haut-Karabagh occupé par l'Arménie, mais dans la région azerbaïdjanaise de Tovuz, sur la frontière internationale entre les deux pays, à plus de 100 km au Nord du Haut-Karabagh. Cela semble suggérer que l'Arménie aurait des velléités de délocaliser et d'étendre le conflit du Haut-Karabagh avec son voisin direct.

Un deuxième motif d'inquiétude est dû au fait que la région de Tovuz est un point stratégique de passage pour les ressources minérales de l'Azerbaïdjan vers la Turquie et l'Europe : pipeline BTC (Bakou–Tbilissi–Ceyhan) pour le pétrole, Corridor gazier du Sud pour le gaz, et couloir ferroviaire BTK (Bakou–Tbilissi–Kars), vital pour le transport de fret vers et à partir de la Chine par la Route de la Soie.

En outre, suite aux escarmouches de la mi-juillet 2020, une série d'incidents ont éclaté à l'extérieur des deux pays en cause, les importantes diasporas azérie et arménienne vivant à l'étranger s'étant livrées à des manifestations et contre-manifestations parfois violentes, notamment autour des représentations diplomatiques azerbaïdjanaises à Londres, Los Angeles, Paris et Bruxelles.

Enfin, un quatrième élément mérite considération. Au cours de ces dernières années, on a assisté à une détérioration relative, au détriment de l'Arménie, du rapport de force entre les deux pays. Des déséquilibres préexistants entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan découlent des différentiels des populations (3 millions d'habitants contre 10 M), du PIB (14 milliards de dollars contre 48 Md), de la prospérité énergétique de l'Azerbaïdjan et des difficultés économiques de l'Arménie, du renforcement des capacités militaires de l'Azerbaïdjan enfin – grâce à la manne pétrolière –, et de l'insuffisance relative des capacités arméniennes (malgré les fournitures en armements, très souvent gratuites, accordées par la Russie, par le truchement de l'appartenance de l'Arménie à l'OTSC).

Est venu s'y ajouter récemment l'impact déstabilisateur de la Covid-19. Au niveau régional du Caucase du Sud, l'Arménie est sans conteste le pays le plus touché par la pandémie, et celui dont la gestion en a été la plus problématique. L'Azerbaïdjan, au 27 septembre 2020, avait enregistré 40 023 cas de contamination et 586 décès ; la Géorgie avait enregistré 5 254 cas et 28 décès ; l'Arménie a enregistré 49 100 cas de contamination et 951 décès. Le nombre de décès par rapport à la population s'établit ainsi à 0,7 pour 100 000 en Géorgie, à 5,8 pour 100 000 en Azerbaïdjan et à 31,9 pour 100 000 en Arménie. Ces chiffres, dont la fiabilité et la comparabilité sont certes toutes relatives, font néanmoins clairement apparaître une situation, et une réponse au problème, largement plus préoccupantes en Arménie que chez ses voisins directs.

Le gouvernement de M. Armen Sarkissian, plus libéral que ses prédécesseurs, et installé au pouvoir à Erevan pour 7 ans en 2018, et de M. Nikol Pachinian, son Premier ministre, doit donc faire face de ce fait à un déficit de confiance qui peut l'inciter à détourner l'attention de sa population sur un sujet extérieur plus mobilisateur, et qui fasse plus facilement l'unanimité en Arménie, alors que la Covid-19 obère considérablement les performances économiques déjà dégradées du pays.

\*

En conséquence, tant les partenaires internationaux, notamment au sein des Nations unies et de l'OSCE, qu'au niveau régional, avec la Russie et la Turquie, mais également avec l'Union européenne qui, dans le cadre du Partenariat oriental et de sa politique de voisinage, a conclu des accords d'association avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan, doivent se montrer très vigilants et redoubler d'efforts pour ramener le calme entre les deux pays, et, envers et contre tout, trouver une sortie à leur conflit ouvert depuis plus de trente ans, afin d'éviter le pire dans la région instable qu'est encore aujourd'hui le Caucase du Sud.

La reprise de combats armés acharnés aux abords du Haut-Karabagh le 27 septembre 2020, faisant au moins 24 morts, dont des civils, et où chacun des deux pays rejette la responsabilité sur l'autre, a encore fait monter la tension d'un



cran. L'Arménie a immédiatement instauré la loi martiale et un couvre-feu ; l'Azerbaïdjan a fait de même. Les combats qui se sont poursuivis après le 27 septembre ont rapidement fait plusieurs centaines de morts des deux côtés. Tout cela montre une fois de plus que la non-résolution persistante de ce conflit constitue une menace grave pour la paix dans la région, mais aussi, et par ricochet, pour la paix dans le monde. Pour l'heure, la Russie, l'Union européenne et la France ont lancé un appel pressant à un « cessez-le-feu immédiat » et à la reprise des négociations, tandis que la Turquie promettait de soutenir l'Azerbaïdjan contre l'« agression arménienne ». ♦